

Unité départementale de l'Isère  
17, boulevard Joseph Vallier  
38030 GRENOBLE CEDEX 02

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

Syndicat Intercommunal de Traitement des Ordures Ménagères Nord Isère (**SITOM NI**)  
Avenue des Frères Lumières  
38300 BOURGOIN-JALLIEU

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'usine exploitée par le SITOM NI Avenue des Frères Lumières à BOURGOIN JALLIEU (38300). L'inspection a été annoncée le 28/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SITOM NI
- Avenue des Frères Lumières 38300 BOURGOIN JALLIEU
- Code AIOT dans GUN : 104-392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le SITOM Nord Isère est un Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères qui fédère, sur 4 départements (Isère, Rhône, Ain et Savoie), 6 EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale) depuis la fusion récente de deux d'entre eux, qui ont la compétence : collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés. Ces EPCI représentent 198 communes pour un total de 405 000 habitants.

Le SITOM NI est propriétaire de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) de Bourgoin-Jallieu. L'équipe administrative du SITOM compte 3,4 ETP. Dans le cadre d'un marché d'exploitation, le SITOM Nord Isère a confié l'exploitation de l'usine à la société Ronaval, filiale de Veolia, qui compte 28 personnes sur le site.

L'UIOM de Bourgoin-Jallieu exploitée par le SITOM NI a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006-01711 du 9 février 2006, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-304-0004 du 31 octobre 2011. Ce dernier reprend l'ensemble des prescriptions applicables à l'installation : les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre n° 2006-01711 du 9 février 2006 ont été modifiées en intégrant les dispositions

applicables des arrêtés préfectoraux n°2008-1110 du 5 décembre 2008, n°2009-06371 du 27 août 2009 et n°2010-00171 du 20 janvier 2010, ainsi que les nouvelles dispositions.

L'UIOM fait également l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2014246-0017 du 3 septembre 2014 pour la mise en place de garanties financières en vue de la mise en sécurité des installations.

L'UIOM gère le traitement des déchets résiduels des ménages avec valorisation énergétique (électricité, chauffage urbain et vapeur) et sa capacité autorisée est de 176 000 tonnes/an.

L'UIOM est constituée de deux fours identiques de 11 t/h de PCI moyen de 2500 Kcal/kg. En 2021, 168 684 t ont été reçus et 168 760 t de déchets ont été incinérés avec un PCI moyen de 2 334 Kcal/kg.

Cette UIOM produit de la vapeur et de l'électricité avec un taux de performance énergétique en 2021 de 83 % suivant les modalités de calcul de l'arrêté ministériel du 7 décembre 2016. Ce taux est supérieur au seuil de 65 %, à partir duquel une installation est considérée comme une unité de valorisation.

**Les thèmes de visite sont les suivants :**

- **Suites données aux observations de la dernière inspection ciblée sur la protection contre l'incendie,**
- **conformité des effluents atmosphériques et des contrôles réalisés,**
- **respect des récentes prescriptions concernant le contrôle des déchets réceptionnés notamment du tri préalable**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyens de défense incendie	Arrêté préfectoral du 31/10/2011 – article 2.6	Prise en compte partielle	Lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Effluents atmosphériques	AP du 31/10/2011 - article 3.1.7.2 (surveillance des rejets), articles 3.1.6.2 et 3.1.6.3 (valeurs limites)	/	Sans objet
Tri préalable à la réception des déchets	Article R541-48-4 du Code de l'env. et décret n°2021-1199 du 16 septembre 2021		Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions principales concernant la défense incendie et la conformité des effluents atmosphériques sont respectées. Il reste à finaliser les actions engagées pour la prise en compte des observations liées à la défense incendie et des rapports d'organismes agréés. Concernant les dispositions intégrées par le code de l'environnement pour le tri préalable à la réception des déchets l'exploitant pourra s'en inspirer même si les prescriptions ne s'appliquent pas aux installations d'incinération considérées comme des installations de valorisation énergétique.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Sécurité et défense incendie : suites données à l'inspection précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 31 octobre 2011 – article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Suites inspection précédente – volet risques accidentels / défense incendie
<b>Prescriptions contrôlées :</b>  <b>Constat N°1 de l'inspection précédente du 7 juillet 2020 :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un plan des zones de sécurité ou zones à risques. Les zones à risques incendie sont à déterminer.  Constats N°2 et N°3 de l'inspection précédente du 7 juillet 2020 : L'exploitant justifiera le remplacement des détecteurs incendie en dérangement qui apparaissent sur le compte-rendu du 31 janvier 2020. L'exploitant remplacera les deux panneaux, relatifs aux consignes à observer à l'entrée de la zone de stockage d'eau ammoniacale (depuis l'extérieur), manquants ou cassés.  Constat N°4 de l'inspection précédente du 7 juillet 2020 : L'exploitant lève l'ensemble des observations constatées (et relevées sur les rapports APAVE des installations électriques) avant la réalisation du prochain contrôle et fait en sorte que l'ensemble des installations soit vérifié.  Constat N°5 de l'inspection précédente du 7 juillet 2020 : L'exploitant met en place une vérification régulière des compteurs foudre afin de déclencher en cas de coup de foudre enregistré, la vérification visuelle des dispositifs de protection concernés, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.  Constats N°6 et 7 de l'inspection précédente du 7 juillet 2020 : L'exploitant relance le SDIS pour remettre à jour son plan ETARE si le SDIS le juge nécessaire. L'exploitant pourrait refaire une simulation de sinistre.
<b>Constats :</b> Au sujet du constat n°1 l'exploitant a transmis le plan par courriel en date du 5/10/2020. Ce plan présenté en séance devrait être complété d'une légende des logos utilisés même si ces logos sont connus du personnel qui suit des formations sur le sujet des risques.  Au sujet des constats n° 2 et 3 l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification semestrielle des détections incendie réalisée le 29/07/2022 par la société CHUBB France à Cergy Pontoise – agence de Echirrolles et qui fait état du remplacement d'un seul des six déclencheurs hors service ou en défaut (pas forcément tous ceux visés en 2020). L'exploitant déclare que des interventions sont programmées le 24/11 pour le détecteur HS du local GTA (turbine) difficile d'accès et qu'une commande a été passée pour le détecteur lait de chaux. Il a présenté l'enregistrement informatique des suites données aux différents rapports de contrôles périodiques électriques et sécurité et le système GMAO en place pour le suivi de toutes les actions à mener suite aux contrôles. Il devra veiller à la réparation de toutes les anomalies et laisser à la disposition de l'inspection les factures correspondantes. Quant aux panneaux à l'entrée de la zone de stockage d'eau ammoniacale ils ont été constatés lors de l'inspection sur place.  Au sujet du constat n°4 l'exploitant a présenté le dernier rapport APAVE de vérification de mai 2022, il n'y a pas de non conformité signalée, seulement des observations.  Au sujet du constat n°5 des rondes par le personnel de quart sont réalisées. Le dernier relevé de la veille a montré qu'il n'y a pas eu de nouvel impact foudre depuis le relevé APAVE du 25/01/2022 (2 impacts foudre au cours de l'année précédente). Avec ces relevés lors des rondes le personnel est rapidement informé des impacts foudre et peut les lier à d'éventuels problèmes électriques.

Au sujet des constats n° 6 et 7 l'exploitant déclare que la démarche de mise à jour du plan ETARE a été lancée début 2021 et que le SDIS a fait une première visite en août 2021. Les derniers échanges avec le SDIS pour finaliser le document datent de septembre 2022.

**Type de suites proposées :** lettre préfectorale

**Proposition de suites :** néant

**Nom du point de contrôle :** Conformité des effluents atmosphériques et des contrôles

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 31 octobre 2011

**Thème(s) :** conformité des effluents atmosphériques et des contrôles réalisés

Le traitement des effluents gazeux est constitué indépendamment pour chacun des 2 fours d'une injection de charbon actif, d'une injection de chaux semi-humide (lait de chaux) complété par une injection de chaux pulvérulente en cas de besoin (si seuil haut atteint en cheminée (seuil haut < VLE)), d'une filtration sur filtre à manches après séchage des gaz et d'un traitement catalytique avec injection d'ammoniac pour les NOx.

**Prescription contrôlée :** Article 3.1.7.2 (surveillance des rejets), articles 3.1.6.2 et 3.1.6.3 (valeurs limites des rejets) de l'AP du 31 octobre 2011

**Constats :**

Résultats des mesures en continu : Déclarations faites sur GIDAF :

<b>Informations générales</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Raison sociale : SITOM NORD-ISERE (NOUVELLE UNITÉ)</li><li>• Adresse : avenue des Frères Lumière</li><li>• Complément d'adresse : CS 42008</li><li>• Ville : 38300-BOURGON-JALLIEU</li><li>• Code Inspection : 0010400392</li><li>• Numéro Agence : 06.2338053007</li></ul>	<b>Situation établissement</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Identité : Complet</li><li>• Etat de l'activité : Avec titre</li><li>• Etat de la surveillance : Soumis</li><li>• Cadre de Surveillance : Complet</li></ul> <b>Situation établissement - Eaux souterraines</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Correspondance : Complet</li><li>• Structure de Surveillance : Complet</li></ul> <b>Situation établissement - Autres thématiques</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Correspondance : Complet</li><li>• Structure de Surveillance : Complet</li></ul> <b>Restitutions établissement</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Restitution totale : <a href="#">SyntheseEtablissement_4993.xls</a></li><li>• Déclarations sur l'année : 2022 - 2021 - 2020 - 2019</li><li>• Exporter les déclarations sur une année : 2022 - 2021 - 2020 - 2019 - 2018 - 2017 - 2016 - 2015 -</li></ul>
---	--

L'exploitant déclare régulièrement ses rejets sur l'application GIDAF (gestion informatisée des déclarations d'autosurveillances fréquentes). Ses résultats sont également regroupés dans son bilan annuel.

En prenant connaissance des rapports mensuels de 2021, l'inspection a constaté de nombreux arrêts des lignes 1 et 2, l'exploitant les explique par des travaux de maintenance qui avaient été différés pendant la crise COVID en 2020. Il évoque également des événements déjà communiqués à l'inspection :

- une panne en avril causée par une quantité trop importante d'encombrants,
- plusieurs arrêts de 2 à 3 jours pour réparer des barreaux de grille suite à des explosions de petites bouteilles de protoxyde d'azote, bouteilles au format de vente sur internet utilisées comme les bouteilles d'hélium pour des usages « récréatifs » et qui sont abandonnées sur leur lieu de consommation (parc, ...) puis selon toute vraisemblance ramassées par les services municipaux qui vont être sensibilisés à l'opportunité de les mettre de côté pour les filières habituelles d'élimination des bouteilles de gaz ou des aérosols divers.

L'exploitant précise qu'il doit réaliser très fréquemment des nettoyages des chaudières des 2 lignes puisque ces dernières ont été mal conçues. Une modélisation du fonctionnement des chaudières a été réalisée. Pour y remédier, une modification est nécessaire. Cette dernière est estimée à 2 M€. L'exploitant l'a intégré dans

le prochain appel d'offre d'exploitation prévu fin 2022 pour faire suite au contrat RONAVAL courant jusqu'au 25 avril 2023, pour les dix prochaines années. D'autres travaux sont envisagés dans l'appel d'offre :

- le broyage des encombrants à l'extérieur de l'usine dans un bâtiment couvert qui serait situé sur la zone de retournement, avec un tapis qui transporterait les déchets broyés jusqu'à l'usine. Le projet est estimé à 3 M€. Un dossier de porter à connaissance sera alors déposé à l'inspection,
- le sprinklage/inertage de la pompe diesel,
- et avec une tranche optionnelle, la fabrication d'H2 vert.

Concernant les concentrations moyennes semi-horaires, l'exploitant avait failli atteindre en 2019 la limite des 60h de dépassements semi-horaires par ligne : 55,5 h pour la ligne 1 et 58,5h pour la ligne 2.

Pour réduire ces dépassements, l'exploitant avait prévu d'améliorer le fonctionnement du skid d'injection en mettant en place un silo appareillé pour stocker la chaux pulvérulente et suivre l'injection en temps réel et en modifiant les points d'injection pour les disposer avant le traitement au lait de chaux.

Le silo d'un coût de 300 000 euros a été mis en service au deuxième semestre 2020 avec un peu de retard lié au COVID. En 2021 les dépassements ont été de 42h30 pour la ligne 1 (principalement pour les SO2 et poussières) et de 37h30 pour la ligne 2 (principalement pour les HCl et SO2). En 2022 le jour de l'inspection les dépassements étaient respectivement de 31h30 et 10h00 et devraient donc encore respecter le seuil de 60h par ligne.

L'exploitant explique ces résultats plus satisfaisants non seulement par la mise en service du silo de 40m3 qui permet d'automatiser l'injection de chaux mais aussi par une meilleure maîtrise des flux de déchets industriels facilitant le mélange en fosse.

#### Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu

Pas de problème particulier constaté. Les contrôles des dispositifs par des organismes extérieurs ont été réalisés et ont été présentés en séance, les derniers rapports AST et QAL 2 ont été présentés en séance et ne relèvent aucune anomalie.

#### Résultats des mesures en semi-continu des dioxines et furanes (Art 3.1.7.2.b) de l'AP du site)

En 2021 il y a eu une mesure sur 26 en dépassement (0,332 ng ITEC/Nm3 au lieu de 0,1) à cause d'une explosion de gaz survenue le 24/10/2011 qui a causé l'arrêt d'urgence de la ligne et une combustion dégradée. La mesure suivante a montré une valeur de 0,005 ng ITEC/Nm3 soit 20 fois moins que la norme.

Pour le moment en 2022 aucun dépassement n'est relevé.

La moyenne des deux lignes sur l'année 2021 était de 0,0197 (5 fois moins que la norme de 0,1), pour le moment en 2022 elle est de 0,026 (4 fois moins que la norme).

#### Indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu des dioxines et furanes (Art 3.1.5 de l'AP du site)

En 2021 les AMESA ont fonctionné avec une disponibilité de 96,1 % pour la ligne 1 et 99,6 % pour la ligne 2. En 2022 pour le moment le taux est à 97,5 % pour la ligne 1 et 93,6 % pour la ligne 2.

#### Valeurs relevées en salle de contrôle le jour de l'inspection

Paramètres	Valeurs instantanées sur 30 mn relevées ligne 1 / ligne 2	Valeurs limites en moyenne sur une demi-heure	Valeurs instantanées des moyennes journalières ligne 1 / ligne 2	Valeurs limites des moyennes journalières
CO en mg/Nm <sup>3</sup>	1,97 / 1,46	100	2,54 / 2,16	50
NOx en mg/Nm <sup>3</sup>	54,12 / 54,35	250	52,41 / 51,89	80
HCl en mg/Nm <sup>3</sup>	4,65 / 2,57	60	3,65 / 4,50	10

Poussières en mg/Nm <sup>3</sup>	0,66 / 0,63	30	0,82 / 1,39	10
HF en mg/Nm <sup>3</sup>	0,01 / 0	4	0,02 / 0	1
SO <sub>2</sub> en mg/Nm <sup>3</sup>	11,53 / 2,04	200	30,92 / 19,24	50
COT en mg/Nm <sup>3</sup>	0,25 / 0,44	20	0,25 / 0,51	10
Ammoniac	1,46 / 0,48	100	1,20 / 0,52	30
<p>Les températures instantanées étaient de 1 025°C sur la ligne 1 et de 1 045°C sur la ligne 2, supérieures au minimum imposé de 850°C.</p> <p>Les valeurs relevées en salle de contrôle le jour de l'inspection sur les 2 lignes respectent les valeurs limites réglementaires. Les taux de SO2 plus élevés que d'habitude sont liés à la proportion des encombrants de déchetteries.</p>				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet				

**Nom du point de contrôle :** Contrôle des déchets à traiter notamment du tri préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Article R541-48-4 du Code de l'environnement modifié par décret n°2021-1199 du 16 septembre 2021
<b>Thème(s) :</b> Contrôle des déchets à traiter notamment du tri préalable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ministère de l'Ecologie précise bien que " .... Les producteurs de déchets dont les déchets font l'objet d'une valorisation énergétique ne sont pas visés par cette obligation. : <a href="https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux">https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux</a></p> <p>Pour information l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement impose :</p> <p>« <b>I.</b> Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération (lire qui ne font pas de valorisation énergétique) de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par <a href="#">les articles L. 541-21-1</a>, <a href="#">L. 541-21-2</a>, <a href="#">L. 541-21-2-1</a> et <a href="#">L. 541-21-2-2</a>. ....</p> <p>« <b>II.</b> La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée ....</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A noter que même si ces dispositions ne s'appliquent pas réglementairement, le SITOM NI pourra s'en inspirer. D'ores et déjà il n'accepte les déchets privés qu'après signature de conventions qui engagent ses clients sur la qualité des entrants et toutes les collectivités qui leur apporte les déchets ont mis en place une collecte sélective.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet